

Syrie : après des années dans des camps, la menace de l'oubli pour les enfants français



Plus de 200 enfants français sont encore retenus dans des camps en Syrie. © Crédit photo : AFP

Sept enfants français de djihadistes ont été rapatriés en France cette semaine. Plus de 200 fils et filles de Françaises sont encore retenus dans des camps en Syrie.

À 5 ans, le neveu de Maryam* [*le prénom a été changé*] a entamé son troisième hiver à Roj. Comme lui, quelque 200 fils et filles de Françaises arrêtées après la chute de Daesh sont retenus dans ce camp du nord-est de la Syrie, dans des conditions sanitaires catastrophiques.

Sept enfants de djihadistes ont été rapatriés cette semaine en France. Mais la situation des autres inquiète leurs familles de l'Hexagone, qui peinent à entretenir le contact.

Relation clandestine et rares messages

« On a vraiment le sentiment que tout est fait pour que ces enfants oublient et ne connaissent pas leur famille », dénonce Maryam. « Même la maigre relation clandestine que j'ai tissée avec mon neveu est en train de disparaître ». Sur place, l'accès au téléphone s'est raréfié. Auparavant, les détenues parvenaient à mettre la main sur des portables pour envoyer photos et messages. Désormais, elles sont obligées de recourir au téléphone du camp, jamais très loin des oreilles de leurs gardes kurdes.

« *Je n'ai pas eu de nouvelles de ma fille de juin à septembre* », témoigne Albert. Avant Noël, ce père de détenue et grand-père a dû se contenter « *d'un message audio d'à peine une minute une fois tous les quinze jours en moyenne* ». Même tableau pour Pascale Descamps, qui reçoit des messages « *une fois par semaine* » de sa fille de 32 ans, atteinte selon ses proches d'une tumeur au côlon, et de ses quatre petits-enfants de 2 à 11 ans.

Traumatisme et malnutrition

La préoccupation des familles est d'autant plus grande que « *les traumas se creusent de plus en plus* » chez de nombreux enfants, note Maryam.

Les plus âgés, rappelle le Comité international de la Croix Rouge (CICR) qui intervient dans les camps d'Al Hol et de Roj, ont été exposés à une violence extrême lorsque leurs parents combattaient pour Daesh. Depuis, ils sont nombreux à souffrir de malnutrition – 13% des enfants de moins de 5 ans à Al Hol – ou d'affections respiratoires graves en hiver.

Dans un avis rendu en novembre, le comité des droits de l'enfant de l'ONU l'a souligné : ces enfants détenus dans des « *conditions sanitaires inhumaines* », « *confinés dans des tentes* » où ils manquent des denrées « *les plus basiques* », sont en danger « *immédiat* ».

35 enfants rapatriés depuis 2019

Pourtant, souligne l'ONU, la France « *a la capacité et le pouvoir de protéger les droits de ces enfants, en les rapatriant ou en prenant d'autres mesures* » de protection. Mais Paris n'a ramené depuis mars 2019 que 35 enfants, orphelins ou dont les mères ont accepté de se séparer. Dans ce contexte, la question du maintien des liens se pose avec acuité pour les rares Françaises qui ont accepté de laisser partir leurs enfants. « *Au départ* », affirme Maryam, elles « *avaient des nouvelles de leurs enfants et eux en avaient d'elles. Ils arrivaient même à s'envoyer des audios et des vidéos* ». Mais au moins un département francilien a, selon des familles, décidé d'arrêter ces échanges.

« *Ils ont décrété que maintenant les liens devaient passer par la Croix Rouge* », dit Maryam. Mais « *ça fait deux ans que ma sœur et mon neveu sont dans le camp... et la Croix Rouge n'a toujours pas réussi à établir le lien. Voilà une laide manière de couper le lien entre ces enfants et leurs mères* ».

Le CICR a procédé en octobre à une opération de « *collecte de messages* » à Roj, pour les milliers de femmes de toutes nationalités détenues, explique **Lucile Marbeau**, une de ses porte-parole. « *Nous procurons ce service à ceux qui n'ont pas d'autre alternative* », explique Mme Marbeau.

« *Imaginez un enfant qui n'a connu que sa mère, pendant des années de souffrance, et qui, du jour au lendemain, n'a plus aucune nouvelle d'elle. Il ne sait même pas si elle*

est vivante ou morte », se demande Maryam. « *Comment voulez-vous que cet enfant se reconstruise normalement sans traumatisme, sans rancœur et sans défiance ?* ».

Sur place, expliquent proches et avocats, les mères sont de moins en moins enclines à se séparer des enfants, persuadées de les perdre. Pour le rapatriement de cette semaine, certaines ont renoncé au dernier moment à se séparer de leurs enfants. Comme en juin dernier.

« Des rapatriements au compte-gouttes nauséabonds »

« *La France se félicite d'arracher sept enfants des bras de leurs mères et de séparer des fratries, en laissant derrière elle 200 enfants exposés à un risque de mort. Quelle honte !* », fustige l'avocate **Marie Dosé**. Conseil de plusieurs Françaises, elle a tenté en décembre de se rendre à Roj avec son confrère **Ludovic Rivière** mais a dû renoncer, bloquée à la frontière.

« *Certains enfants rentrés en France doivent vivre chaque jour avec l'image de leur mère et de leurs petits frères et sœurs en train de souffrir sous la tente qu'ils partageaient. Certains n'ont plus aucune nouvelle de leur mère et de leurs frères et sœurs restés dans le camp et ignorent même s'ils sont encore en vie* », poursuit M^e Dosé. « *Ces rapatriements au compte-gouttes sont nauséabonds* ».

Ni le département des Yvelines, point d'entrée des rapatriés qui atterrissent à Villacoublay, ni le ministère des Affaires étrangères n'ont réagi. Ce dernier maintient depuis des années une politique de rapatriement au cas par cas pour les enfants et estime que les adultes devraient être jugés sur place.

En février 2020, la Cour européenne des droits de l'Homme a pour la première fois accepté d'examiner une requête déposée contre la France pour son refus de rapatrier des enfants de jihadistes. Sa décision est attendue cette année. M^e **Emmanuel Daoud**, qui défend plusieurs femmes sur place, met en garde: « *laisser les ressortissants djihadistes français et leurs enfants en Syrie peut entraîner leur récupération par les terroristes de la région ou leur fuite aux fins de régénérer les rangs* » de l'EI. ■